

« Je suis Européen, mon devoir c'est de réformer la France et de réorienter l'Europe »



Après la défaite socialiste subie aux élections européennes, François Hollande, le Président de la République, a pris la parole pour s'adresser aux Français. « Il faut de la constance, de la ténacité et du courage », a rappelé le chef de l'Etat qui conserve sa feuille de route.

DISCOURS DE MANUEL VALLS

« C'est dans la difficulté que l'on est solidaire »



Au moment où je m'adresse à vous, nous ne disposons que d'estimations mais elles sont suffisamment précises, suffisamment claires pour dire que le moment que nous vivons, est un moment grave, très grave pour la France et pour l'Europe.

Ce soir, par l'abstention toujours massive, par la percée de l'extrême droite placée nettement en tête, par le score médiocre des partis du gouvernement et tout particulièrement de la majorité et de la gauche, vous avez exprimé un profond scepticisme. Nous sommes encore quelques semaines à peine après les municipales, dans une crise de confiance, une colère qui rejaillit aussi sur l'adhésion au projet européen. L'Europe a été jugée depuis des années trop distante et trop étrangère aux préoccupations de votre quotidien. L'Europe a déçu, c'est un fait. Pourtant je sais que vous aimez l'Europe, mais l'Europe doit vous redonner de l'espoir. Il appartiendra très vite aux institutions européennes, aux gouvernements, à tous les gouvernements, de vous répondre et de tout faire pour la croissance et pour l'emploi.

Nous avons besoin d'une Europe plus forte, plus solidaire, plus juste, plus généreuse. Ce scrutin est plus qu'une nouvelle alerte, c'est ma conviction, c'est un choc, un séisme qui s'adresse à tous les responsables politiques qui ont la charge d'agir.

Aucun d'entre nous ne peut se dérober à ses responsabilités. Vous avez répété votre désarroi ; vous avez dit que les problèmes étaient toujours là et qu'ils étaient trop lourds : problèmes pour trouver du travail, pour boucler vos fins de mois, problèmes pour nos jeunes, vos enfants, vos petits-enfants, à se lancer dans la vie. Beaucoup d'entre vous ont l'impression

que leurs efforts ne paient pas. A huit semaines d'intervalle, vous avez crié la même urgence, l'urgence de la confiance. Et c'est pour cela qu'il y a huit semaines, le Président de la République m'a nommé à la tête d'un nouveau gouvernement qui est au travail, sans relâche, à votre service.

Les difficultés sont là, face à nous. Elles ne sont pas une excuse pour ne rien faire et nous devons aller plus vite ; il n'y a pas une seule minute à perdre. La France est une grande nation et l'expérience nous a appris que c'est dans la difficulté que l'on trouve les ressources pour se dépasser ; c'est dans la difficulté que l'on est solidaire, c'est dans la difficulté enfin que l'on trouve son chemin. Je vous dois la vérité : nous devons faire preuve de courage car la France doit se réformer.

Cela fait trop longtemps, gauche et droite confondues, que l'on évite de traiter les sujets en profondeur.

La politique que nous menons a pour but l'efficacité. Elle va produire de la force parce qu'elle est cohérente pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat, contre les inégalités ; renforcer la compétitivité de notre industrie, de nos entreprises, de nos PME, c'est leur redonner du dynamisme, c'est leur permettre à nouveau d'embaucher. Réduire le déficit public, notre dette, traquer les gaspillages, faire des économies, c'est retrouver de la croissance et donc de l'emploi.

Nous le faisons en protégeant particulièrement les Français aux revenus les plus modestes, salariés du public ou du privé, retraités. Baisser les cotisations salariales des travailleurs au niveau du Smic, c'est améliorer leur pouvoir d'achat ; baisser également

les impôts de trois millions d'entre vous – classe populaire et classe moyenne – et faire sortir 1,8 millions de foyers de l'impôt sur le revenu, c'est redonner des moyens à ceux pour qui la vie est toujours trop chère. Le faire en s'attaquant à la fraude fiscale grâce à l'argent récupéré chez ceux qui veulent échapper à l'impôt, c'est rendre justice à ceux qui travaillent dur ; faire de l'école, de la sécurité, de la justice, des priorités, c'est renforcer notre pays, c'est préparer son avenir, c'est assurer votre sécurité. Préparer l'avenir, c'est enfin réformer.

Oui, réformer. Réformer ! C'est ce que nous allons faire, à l'initiative du Président de la République, en simplifiant l'organisation des collectivités territoriales – régions, départements, villes – pour gagner en simplicité, en efficacité, pour réaliser des économies. Les services publics doivent toujours être plus proches, plus efficaces, que vous viviez dans des territoires urbains ou dans des territoires ruraux.

Mes chers compatriotes, oui, oui, nous vivons une crise de confiance mais il faut en sortir. La défiance, la méfiance, le rejet de l'autre, ce n'est pas ça la France et ce n'est pas son image dans le monde. J'en appelle à un véritable sursaut républicain.

C'est dans l'action collective que nous allons recréer la confiance qui nous manque tant. C'est dans l'action collective que nous retrouverons la solidarité qui nous unit.

C'est dans l'action collective que nous allons réussir pour nos enfants. Ce gouvernement agit. Je continuerai, avec détermination, à votre écoute, à vos côtés, nous continuerons avec énergie et pour l'amour de la France.

DISCOURS DE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS



« Chacun est devant ses responsabilités »

Ce jour restera dans nos mémoires comme un jour sombre pour la démocratie, pour l'Europe et pour la France.

L'immense et profonde déception des Françaises et des Français vis-à-vis de l'Europe a sans doute empêché notre travail de conviction pendant cette campagne. Une campagne trop courte, pas assez européenne et bien trop superficielle vu les enjeux et les conséquences.

La politique menée en Europe a provoqué l'abstention des Français – malgré un léger mieux. Elle a fait le lit de l'extrême droite, comme on le constate ce soir de manière flagrante.

Sans une vigoureuse politique de croissance économique et de transparence démocratique, l'Europe se délitera.

Sans une politique équilibrée, un leadership politique partagé avec les peuples et des institutions plus lisibles, le nationalisme hélas prospérera.

« L'EUROPE DOIT DEVENIR PLUS DÉMOCRATIQUE, MOINS BUREAUCRATIQUE »

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Les premiers résultats des sociaux-démocrates en Europe démontrent qu'une majorité progressiste au Parlement européen est possible pour réorienter le continent.

Les données partielles en France qui nous parviennent démontrent que l'Europe ne peut plus se permettre de s'éloigner des Européens encore plus ni plus longtemps. Le message principal de ce soir est clair : l'Europe doit de manière urgente se concentrer sur l'essentiel. Elle doit faire de l'emploi et de la croissance verte sa préoccupation centrale et cesser de se perdre dans les détails et la bu-

reaucratie. L'Europe doit devenir plus démocratique, moins bureaucratique, plus solidaire et surtout moins austéraitre.

Mais, le résultat est là. Et même si l'abstention est forte et doit en modérer l'analyse, il faut le regarder en face. Tous les partis sont à la baisse et le Front national est en tête. Les électeurs du Front national, élection après élection, font maintenant bloc.

La France entre dans une zone où tout est possible. L'extrême droite profite de la difficulté des temps, du mécontentement face au redressement de la France, qui est pourtant indispensable. Ce redressement va porter ses fruits.

En attendant, chacun est devant ses responsabilités.

La Gauche doit retrouver le chemin de l'unité et les partis républicains doivent revenir à une attitude républicaine.

PAROLES DE MILITANTS

« Comment peut-on se fier au discours pathétique du FN ? »



20 heures, dimanche soir, au siège du PS, rue de Solférino. Un silence lourd accueille les premiers résultats des élections européennes. Avec 13,98 %, le Parti socialiste arrive loin derrière le FN et l'UMP. C'est une nouvelle défaite après les municipales. Les militants sont abasourdis. « Près de 25 % pour le FN, ça veut dire qu'un électeur sur quatre a voté pour l'extrême droite, déplore l'un d'entre eux. Ce résultat, c'est comme une longue plongée dans l'abîme. »

« Comment peut-on se fier au discours pathétique du Front national ? », s'in-

terroge une jeune étudiante qui veut quand même positiver malgré tout. « Cette victoire du FN va forcer les partis à s'unir davantage », prédit-elle.

Pour d'autres, la cause du mal est à chercher ailleurs. Les deux semaines de campagne officielle, un délai extrêmement court, n'ont pas arrangé les choses. « En plus, durant cette campagne la presse a quand même bien "dédiabolisé" le Front national, tout cela pour vendre davantage de papier », peste un membre du MJS. Le discours de Marine le Pen a lui aussi été disséqué dans ses

moindres mots. « J'ai été choqué car elle a employé le mot "liberté" », lâche une jeune étudiante irlandaise. « De la liberté ? Pff, il y a des limites et là, c'est hors limites. »

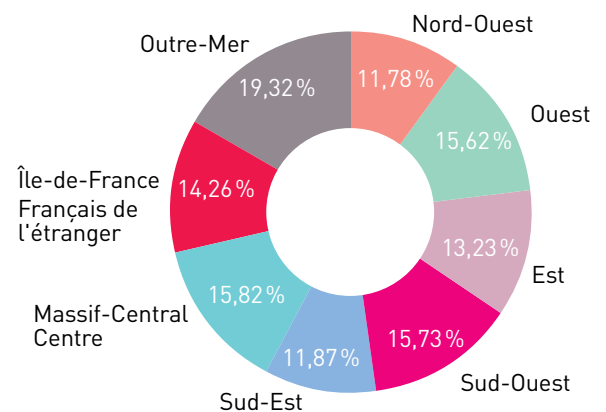
Si certains ont déjà le regard tourné vers les prochaines élections régionales et cantonales, tous ne se voilent pas la face. « Les Français, par leur vote, ont jeté la France dans l'opprobre. Je ressens ce résultat comme un crachat aux visages de nos partenaires européens. »

Présidence de la Commission: rien n'est joué

Les conservateurs sont les grands perdants des élections européennes. Les populistes font une percée et les sociaux-démocrates se maintiennent grâce à des victoires en Italie, au Portugal ou en Roumanie. On entre dans une période où le Conseil (les chefs d'Etat) va négocier, mais le Parlement doit avoir le dernier mot. Aucun candidat n'a de majorité. Si les Verts et la gauche radicale (GUE) ont déjà reconnu que Jean-Claude Juncker avait vocation à former une majorité, le PSE doit fixer ses exigences. Déjà, Juncker est contesté par plusieurs dirigeants dont François Hollande.

Le Parti socialiste européen doit créer les conditions d'un rapport de force afin que, comme l'indiquait Martin Schulz, les majorités ne se constituent pas sur des bases arithmétiques, mais sur des bases politiques. Les socialistes européens formuleront leurs exigences lors de la réunion de la Présidence, le 19 juin. Dès le soir des élections européennes, Martin Schulz a rappelé ses priorités : le combat contre le chômage des jeunes, contre l'évasion et les paradis fiscaux et la lutte pour une croissance durable et des investissements d'avenir.

Résultats du PS par circonscription



Nombre de siège au Parlement européen

